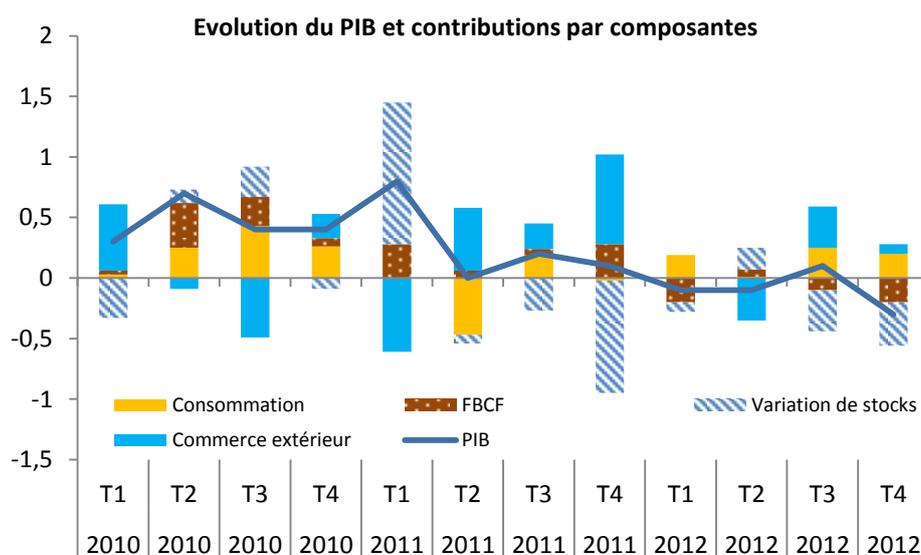


L'INSEE a publié ce matin les premiers résultats de la croissance économique au quatrième trimestre de l'année. Après un troisième trimestre légèrement positif, le PIB aurait reculé en fin d'année dernière (- 0,3 %) soit, en moyenne annuelle, une croissance nulle en 2012. La présente note fait le point sur la situation macroéconomique de notre pays à l'hiver 2013 et revient sur les résultats de deux autres grands pays européens.

1. La croissance et l'emploi en France au quatrième trimestre 2012

Selon l'INSEE, le produit intérieur brut de la France aurait reculé (- 0,3 %) au quatrième trimestre (T4) par rapport au trimestre précédent¹. Il s'agit là du plus fort recul depuis le premier trimestre 2009. Ce résultat serait obtenu en dépit de la progression des dépenses de consommation, dont la contribution à la croissance serait positive (+ 0,2 %). En revanche, l'investissement se contracterait pour la troisième fois de l'année (- 1,0 %), en particulier à cause du recul de l'investissement des sociétés non financières (- 1,2 %). Au total, la demande intérieure finale hors stocks, soit la somme des deux facteurs précédents, aurait une contribution nulle à la croissance. Le commerce extérieur apporterait, lui, une contribution légèrement positive (+ 0,1 %) en raison d'un recul des importations (- 0,8 %) plus important que celui des exportations (- 0,6 %). C'est donc la variation de stocks des entreprises (- 0,4 %) qui pèserait le plus sur le résultat trimestriel.



Source : AFEP à partir de données INSEE. FBCF : Formation brute de capital fixe.

Au total, la croissance économique de l'année 2012 aurait été nulle. C'est trois dixièmes de moins que la prévision du Gouvernement dans la LFR de fin d'année 2012 (+ 0,3 %).

En matière d'emploi, l'INSEE² observe une poursuite de la baisse de l'emploi marchand au T4 : plus de 28 000 emplois auraient été détruits, dont près de la moitié dans le secteur de l'intérim. L'industrie (- 13 000) et la construction (- 4 400) perdraient également des postes de travail. Sur un an, l'économie française aurait détruit près de 67 000 emplois.

¹ Attention, il s'agit là de premiers résultats susceptibles d'être révisés par la suite en raison d'opérations de calage entre les comptes trimestriels et les comptes annuels. Celles-ci peuvent avoir pour conséquence de réviser les chiffres présentés de quelques dixièmes. Ainsi, l'INSEE a révisé à la baisse son estimation du troisième trimestre 2012 (de + 0,2 % à + 0,1 %).

² « Estimation flash de l'emploi salarié du quatrième trimestre 2012 », 14 février 2013, INSEE.

2. Les résultats en Allemagne et en Espagne

Les données disponibles confirment la récession en zone euro en 2012 (- 0,5 % en moyenne annuelle), après deux années de croissance positive (+ 1,9 % en 2010 et + 1,5 % en 2011).

En **Allemagne**, la croissance au T4 aurait reculé de 0,6 %, principalement à cause d'un commerce extérieur plus dégradé (baisse des exportations plus marquée que celle des importations) et d'un investissement des entreprises en baisse. De la même façon qu'en France, ce recul de l'économie allemande est le plus marqué depuis le premier trimestre 2009.

En **Espagne**, la récession s'installe après six trimestres consécutifs de contraction du PIB. Au T4, la croissance aurait chuté de 0,7 %, le PIB reculant sur l'année de 1,4 % du fait de la baisse de la demande intérieure (fort recul de l'investissement et de la production industrielle).

3. Retour sur les prévisions pour 2012

Les premières estimations relatives à l'exercice 2012 sont l'occasion de comparer la réalisation (qui, en attendant les résultats définitifs, demeure provisoire) à la prévision effectuée en amont des textes budgétaires des différents pays, généralement à l'automne 2011 (hormis l'Espagne). Le tableau ci-dessous recense les écarts (*date de la prévision*) :

Pays	Prévision	Réalisation*
Allemagne (oct. 2011)	+ 1,0 %	+ 0,7 %
France (nov. 2011)	+ 1,0 % ³	0,0 %
Italie (déc. 2011)	- 0,4 %	- 2,2 %
Espagne (mars 2012)	- 1,7 %	- 1,4 %

* : résultats provisoires

Cette comparaison montre bien que, à l'exception de l'Espagne qui a procédé il est vrai à une prévision plus récente, les trois premiers pays de la zone euro ont vu leur PIB progresser moins vite qu'espéré (Allemagne et, surtout, France) ou l'activité se contracter au-delà des prévisions initiales (Italie). En ce qui concerne la France, cette évolution moins favorable que prévu s'expliquerait par une dégradation générale de l'ensemble des postes (consommation des ménages, investissement des entreprises, variation de stocks) partiellement compensée seulement par une contribution positive du commerce extérieur. En effet, les récents chiffres publiés par les Douanes⁴ font apparaître une légère réduction du déficit de la balance commerciale (de -74Md€ en 2011 à - 67,2Md€ en 2012) grâce à une progression plus rapide des exportations (+ 3,2 %) par rapport aux importations (+ 1,4 %), qui traduit le ralentissement de l'économie européenne.

Les chiffres récents confirment, s'il en était besoin, les difficultés économiques rencontrées par les grands pays européens en 2012. Ce ralentissement général de la zone euro a pour conséquence une forte poussée du taux de chômage, qui aurait augmenté de 50 % entre 2008 et 2012. Les mauvais résultats pour 2012 ont également un impact sur l'acquis de croissance pour 2013, qui serait négatif en France (- 0,2 %). Le Gouvernement va donc revoir à la baisse son hypothèse de croissance pour l'année 2013 (+ 0,8 %) à l'occasion du prochain programme de stabilité 2013-2017 que le pays transmettra au Parlement français puis à la Commission européenne au mois d'avril.

³ On retient ici la prévision de croissance associée au plan du 7 novembre 2011 (dit « Fillon II »), elle-même en baisse par rapport à l'hypothèse retenue initialement dans le PLF pour 2012 (+ 1,75 %). Ce tableau ne recense pas l'ensemble des révisions opérées par les différents pays.

⁴ « Le chiffre du commerce extérieur, année 2012 », Douanes, 7 février 2013.